



Contre le « choc des savoirs » et pour l'École publique : ne rien lâcher !

La mobilisation contre le « choc des savoirs » se poursuit ! Depuis 6 mois, il ne se passe pas une semaine sans action rassemblant les personnels et les parents d'élèves : grève, manifestations, opération collèges déserts, réunions publiques, tractage... La manifestation du samedi 25 mai a permis de rassembler l'ensemble de la communauté éducative autour du refus du « choc des savoirs » mais aussi de la défense de l'École publique. Et depuis le 25 mai, les initiatives locales se poursuivent.

Les mesures « Choc des savoirs » forment un ensemble cohérent qui aggrave et institutionnalise le tri social dans le premier comme dans le second degré et aggravent les inégalités aussi bien sociales que scolaires. Elles viennent aussi remettre en cause le projet scolaire de l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire, cette idée qu'il est possible et même indispensable d'accueillir partout tous les élèves sans distinction d'aucune sorte, d'être ambitieux pour chacun et de les faire grandir et réussir ensemble. C'est bien le sens et les missions du service public et particulièrement la lutte contre la ségrégation sociale et scolaire qui sont percutés et remis en cause. L'application du « choc des savoirs » signerait un retour en arrière historique contre la démocratisation de l'École publique.

Le « choc des savoirs » est aussi synonyme de transformation brutale de nos métiers qui s'ajoute à des conditions de travail déjà dégradées : désorganisation de l'enseignement par la mise en barrette avec à la clé davantage de services partagés sur plusieurs établissements et une articulation temps professionnel / temps personnel encore plus difficile, dépossession de notre expertise professionnelle par l'imposition d'évaluations nationales standardisées à tous les niveaux et de pratiques pédagogiques uniformes avec la refonte des programmes, reprise en main des contenus, risques de dégradation du climat scolaire avec la séparation des élèves en groupes qui stigmatiseront les difficultés d'apprentissage. Il se dessine les contours de métiers bien éloignés de ce pour quoi nous les avons choisis.

Nos organisations FSU, UNSA Education, CFDT Education Formation Recherche Publiques, CGT Educ'Action et SUD Education appellent à poursuivre la mobilisation en rendant concrète notre opposition au tri et l'assignation sociale :

- en refusant de constituer des groupes de niveau dans les conseils école-collège
- en présentant en CA des propositions d'organisations pédagogiques qui permettent de conserver l'hétérogénéité des groupes et des classes,
- en ne faisant pas la promotion auprès des familles des élèves recalés au DNB le dispositif « *prépa-Secondaire* », véritable voie de relégation au lycée,
- en faisant signer la pétition intersyndicale contre le « choc des savoirs » (<https://www.mapetition.org/non-choc-savoirs/index.php>) ;
- en faisant signer la pétition intersyndicale contre les évaluations obligatoires imposées (<https://lapetition.fr/arret-evaluations-obligatoires-imposees>).

Elles appellent à poursuivre toutes les actions sous des formes diversifiées et soutiennent toutes les mobilisations locales (par exemple, grèves, pétition, réunions publiques, rassemblements, actions diverses d'écoles et d'établissements...). Des préavis de grève ont déjà été déposés jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Nos organisations FSU, UNSA Education, Cfdt Education, Formation, Recherche Publiques, CGT Educ'Action et SUD Education travaillent également à construire une rentrée offensive et appellent les personnels à rester mobilisés : le « choc des savoirs » ne doit pas s'appliquer ! Alors que l'École publique est à un point de bascule de son histoire, ce n'est pas d'un « choc des savoirs » dont elle a besoin mais bien d'un choc des moyens (postes et salaires), et de la reconnaissance de l'expertise de tou.te.s les professionnel.le.s de l'Éducation.